

recourions à toutes les mesures possibles; taxation générale des prix et des salaires, mesures d'ordre monétaire et fiscal, répartition et contingentement du matériel. Je prie instamment le Gouvernement de prendre des mesures en ce sens aussitôt que possible.

M. C. E. Johnston (Bow-River): Monsieur l'Orateur, dès qu'on a annoncé la date de l'ouverture de la session, la plupart des Canadiens, je suppose, et sans doute tous les députés, ont eu le sentiment que la présente session serait la plus grave que nous ayons tenue depuis longtemps. Or depuis le début il m'a semblé que les protestations des deux vieux partis étaient bien vaines. Les deux semblent redouter de parler en termes nets que les gens ordinaires comprendraient. Cela me rappelle bien les débuts de la session de 1939, quand la guerre a été déclarée. Le parti libéral a alors déclaré qu'il dirait tout à la population, si la chose était nécessaire, mais qu'il ne lui dirait pas nécessairement n'importe quoi.

Avec beaucoup d'anxiété j'ai voulu apprendre des porte-parole du Gouvernement combien la situation internationale était grave. Personne ici, personne au pays sans doute n'envisage sans une grande inquiétude la situation internationale et la situation nationale. C'est avec beaucoup d'attention que j'ai lu le discours du trône. J'ai écouté les discours prononcés par le chef de l'opposition (M. Drew), le premier ministre (M. St-Laurent) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson).

Dans le discours du trône, je n'ai trouvé, en somme, que des généralités. On y parle de certaines modifications qu'on présentera. Elles étaient à prévoir. Chaque session, on en présente. Il y aura des modifications à la législation relative à la pension des anciens combattants, des modifications à la loi de la citoyenneté canadienne, à la loi de l'immigration, à la loi des postes, à la loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement, à la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or. Puis il a été question des nouvelles conventions fiscales avec les provinces. J'admets que la situation internationale n'a pas été oubliée, mais il en est question en termes vagues. La gravité de la situation y est soulignée. Si l'on compare quelques-unes des observations formulées par des personnes responsables, on commence toutefois à se demander quel est le degré de gravité de la situation. Le premier ministre (M. St-Laurent) a dit, paraît-il, qu'on parle trop de la guerre et qu'il demeure confiant qu'il n'y en aura pas de son vivant. Il est allé jusqu'à dire, dans son discours à la Chambre, comme on le trouve à la page 28 du *hansard*:

[M. Hees.]

Si grave que soit la situation, je ne crois pas qu'une guerre mondiale soit inévitable.

Personne, évidemment, ne devrait dire qu'elle est inévitable. Nous espérons tous qu'elle ne l'est pas. Nous espérons n'avoir jamais à affronter une autre guerre. Mais l'un des meilleurs moyens de la prévenir, c'est d'y être suffisamment préparé. Au cours de la session de septembre, je me souviens que le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) nous disait jusqu'à quel point le pays était alors bien préparé et nos forces bien suffisantes pour faire face à toute situation urgente. Quand le conflit coréen s'est déclenché, nous avons constaté que nous n'avions pas de troupes assez bien préparées pour assumer notre part de responsabilités en Corée. Nous affectons maintenant 1.6 milliard à la défense et, au cours des trois prochaines années, nous dépenserons 5 milliards à des préparatifs de guerre. Ces chiffres démontrent que nous n'étions pas préparés avant les hostilités en Corée.

Je ne prétends pas être spécialiste en questions militaires ni en affaires extérieures. Je n'ai jamais fait d'étude spéciale de ces questions depuis mon arrivée à la Chambre mais j'ai écouté attentivement les discours. Je dois donc compter sur les renseignements que nous fournissent les membres de notre groupe et, les membres des autres partis qui ont eu le privilège d'assister aux réunions des Nations Unies, et sur les discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les discours du ministre et ceux des députés qui, revenus de l'ONU, m'ont renseigné sur la gravité de la situation, m'ont quelque peu impressionné. Voici, par exemple, ce que déclarait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, comme en fait foi la page 63 des *Débats*:

En terminant, monsieur l'Orateur, je quitte l'Asie pour revenir dans notre monde occidental et aux pays de l'Atlantique-Nord. Au cours des prochains mois nous aurons à faire face aux dangers les plus graves de l'époque.

Puis il souligne la gravité de la situation, en ces termes:

Si nous mettons ces qualités en œuvre, nous accomplirons notre propre salut. Si nous ne les mettons pas à profit et que nous nous laissons aller à une satisfaction béate ou à une panique irraisonnée, nous deviendrons et nous mériterons de devenir des esclaves nous-mêmes.

C'est un grave avertissement dont nous devons très sérieusement tenir compte. Songeons, d'une part, aux paroles rassurantes du premier ministre qui, en somme, ne prévoit pas la guerre de son vivant et, d'autre part, au grave avertissement du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comment concilier ces deux états d'esprit chez les membres non seulement du même parti mais du même conseil ministériel?